



**PRÉFÈTE  
DE L'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher  
ZA n° 2 « Les Ailes »  
25, rue des Ailes  
37210 PARÇAY-MESLAY

Orléans, le 09/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **INOVA OPERATIONS SAS**

Le Palis  
37500 ST BENOIT LA FORET

Références : VAT20220356

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement INOVA OPERATIONS SAS implanté Le Palis 37500 ST BENOIT LA FORET. L'inspection a été annoncée le 14/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INOVA OPERATIONS SAS
- Le Palis 37500 ST BENOIT LA FORET
- Code AIOT dans GUN : 0010000690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation d'incinération de déchets de Saint-Benoît-La-Forêt est gérée par la société INOVA OPERATIONS. Un contrat (marché d'exploitation) lie la société INOVA OPERATIONS avec le SMICTOM du Chinonais du 1er avril 2020 au 31 mai 2023. La capacité annuelle autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004 est de 23 000 tonnes. L'installation est constituée d'un four à grille de capacité 2,8 t/h. Le traitement des fumées est un traitement semi-sec. La chaleur produite par la combustion est récupérée par une chaudière pouvant produire 6,32 t/h de vapeur alimentant le centre hospitalier voisin.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale sur l'autosurveillance en continu des rejets dans l'air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Mesure périodique des polluants	Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe II - I	/	Sans objet
Mesure périodique des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16 d)	/	Sans objet
Admission des déchets	Décret du 16/09/2021, article 1er IV I	/	Sans objet
Admission des déchets	Décret du 16/09/2021, article 1er IV II	/	Sans objet
Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1 – II	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO2, NOx, NH3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
Mesures en continu CO, O2, H2O	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
Mesure en semi-continu des PCDD/F	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
Mesures périodiques des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.2.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.5.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.6.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.6.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.3.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.1.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 13.1.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, NH<sub>3</sub>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , NH <sub>3</sub>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- poussières totales ;</li> <li>- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;</li> <li>- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;</li> <li>- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés.</li> </ul> <p>La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.</p> <p>La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.</p>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'exploitant réalise la mesure en continu des poussières totales, des substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène, du dioxyde de soufre et des oxydes d'azote (NO et NO <sub>2</sub> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesures en continu CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>O**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesures en continu CO, O <sub>2</sub> , H <sub>2</sub> O
<b>Prescription contrôlée :</b> Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion :  - le monoxyde de carbone ; - l'oxygène et la vapeur d'eau.  La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'exploitant mesure en continu dans les gaz de combustion, le monoxyde de carbone, l'oxygène et la vapeur d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure en semi-continu des PCDD/F**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesure en semi-continu des PCDD/F
<b>Prescription contrôlée :</b> b) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes.  b-1. Dispositions générales.  L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Les dioxines et furannes sont mesurées en semi-continu. Les analyses des cartouches sont réalisées par la société GINGER LECES. Les cartouches sont changées tous les 28 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
<b>Constats :</b> Le QAL1 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur.
<b>Observations :</b> Cf.annexe canevas action nationale.  Le QAL1 en date du 10 août 2004 n'est pas valide à la date de mise en place (1999) de l'analyseur de poussière RM 210. Le QAL1 de l'analyseur RM 210 ne mentionne pas les plages de mesure supplémentaire, ni les incertitudes de mesure élargie totale. Il n'est pas précisé si l'appareil de mesure en continu répond à des exigences de performance et de contrôle qualité décrites dans des normes (NF EN 14181, NF EN 15267-1,...). Le QAL1 mentionne trois étendues de mesure certifiée différentes. Il n'est pas possible de vérifier si l'étendue de mesure certifiée est inférieure à 1,5 fois la VLE jour.  Le QAL1 des analyseurs MCS 100 E HW ne couvre pas les COVT et le NO <sub>2</sub> , les conditions de température ambiante ne sont pas précisées sur le QAL1 et les plages de mesure supplémentaire ne sont pas indiquées pour chaque polluant sur le QAL1. Il n'est pas possible de vérifier si l'étendue de mesure certifiée pour les COVT et le NO <sub>2</sub> est inférieure à 1,5 fois les VLE jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> L'AST n'est pas réalisée selon la norme en vigueur.
<b>Observations :</b> Cf. annexe canevas action nationale. Pour les poussières, le nombre de mesurage est de 3. Néanmoins, il n'est pas justifié que la concentration en poussière est inférieure à 30% de la VLE jour.  Dans le rapport de l'AST, le modèle de l'analyseur titulaire pour les poussières est erroné. Il est indiqué une étendue de mesure des COVT pour l'AMS titulaire MCS 100 E HW alors que le QAL1 de l'AMS titulaire ne mentionne pas l'étendue de mesure des COVT ce qui est confirmé en page 13 du rapport.  L'intervalle de temps séparant deux prélèvements est inférieure à 1 heure pour les No <sub>x</sub> , le CO, les COVT, l'O <sub>2</sub> et le CO <sub>2</sub> .  Pour l'AMS titulaire, le temps de réponse pour le NO <sub>2</sub> n'est pas satisfaisant. Pour l'AMS redondant, les temps de réponse pour l'HCL et les NO <sub>2</sub> ne sont pas satisfaisants. L'exploitant doit justifier l'absence de test opérationnel pour les poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.  Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
<b>Constats :</b> Le QAL2 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur.
<b>Observations :</b> Le nom de l'analyseur titulaire pour les poussières est erroné. Pour l'analyseur titulaire et l'analyseur redondant, il est indiqué que le test de variabilité est conforme pour l'ensemble des polluants. Néanmoins en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"><li>- les poussières, il est indiqué en page 6 du QAL2 un décalage entre les mesures de l'analyseur titulaire et de l'analyseur redondant par rapport aux résultats des essais de GINGER LECES. Il est également mentionné un écart important entre les mesures de l'analyseur titulaire et l'analyseur redondant,</li><li>- l'HCL, il est indiqué que les résultats montrent que les mesures de l'analyseur redondant sont décalées par rapport aux résultats des essais de GINGER LECES et par rapport aux résultats de l'analyseur titulaire,</li><li>- le SO<sub>2</sub> et les COV, il est indiqué en fonctionnement stable, les concentrations mesurées restent faibles et inférieures à 1 mg/m<sup>3</sup>. Cette affirmation doit être justifiée,</li><li>- le CO, il est indiqué que les résultats montrent que les mesures de l'analyseur redondant sont décalées par rapport aux résultats des essais de GINGER LECES, il est noté en particulier des décalages lors des variations importantes de concentrations. Il est également indiqué que, compte tenu des écarts entre les mesures de GINGER LECES et les mesures des analyseurs mais également du résultat du test de variabilité, la réussite des prochains essais AST restera difficile. L'exploitant doit justifier l'absence de test opérationnel pour les poussières.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
<b>Constats :</b> Le QAL3 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur.
<b>Observations :</b> La bouteille de gaz étalon O <sub>2</sub> , CO <sub>2</sub> et NO <sub>2</sub> n'est plus valide depuis le 2 mai 2022. L'ensemble des bouteilles de gaz étalon présente des concentrations qui ne sont pas du même ordre de grandeur que les VLE jour de l'installation ce qui ne permet pas d'effectuer un étalonnage correct.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesures périodiques des polluants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesures périodiques des polluants
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en Semi-continu.  L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.  Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des composés mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu et semi-continu est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulaires et gazeuses avant d'effectuer la somme.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Les contrôles réglementaires fixés à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié sont réalisés semestriellement par GINGER LECES. L'exploitant a présenté les rapports des deux contrôles réglementaires réalisés en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesure périodique des polluants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe II - I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure périodique des polluants
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] En dehors de la réalisation d'un test de surveillance annuel (AST), pour tout contrôle réglementaire, chaque mesure est répétée au moins trois fois, sauf dans le cas des dioxines ou dans le cas où les concentrations attendues de polluants, pour lesquels la mesure consiste en un prélèvement sur support et une analyse en différé (méthodes manuelles), sont inférieures ou égales à 20% de la valeur limite réglementaire (le laboratoire en produit la preuve à travers le rapport de l'organisme agréé ayant procédé à la caractérisation de ladite installation lors du contrôle réglementaire précédant son intervention).
<b>Constats :</b> L'exploitant ne peut pas justifier que certains polluants tels que les poussières, l'HF,... ne font pas l'objet de trois essais.
<b>Observations :</b> L'exploitant ne peut pas justifier que certains polluants tels que les poussières, l'HF,... ne font pas l'objet de trois essais.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Mesure périodique des polluants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16 d)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure périodique des polluants
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les caractéristiques de cette plateforme devront être telles qu'elle permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celle de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.
<b>Constats :</b> Les caractéristiques de la plateforme de mesures ne permettent pas de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur.
<b>Observations :</b> Les caractéristiques de la plateforme de mesures ne permettent pas de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur. Les rapports relatifs aux contrôles réglementaires des polluants mentionnent que la vérification de l'homogénéité de la plateforme ne peut pas être réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens pour l'admissibilité des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Une procédure de contrôle des déchets à l'admission est définie par l'exploitant avec l'inspection des installations classées. Elle comporte a minima en amont, l'obligation du règlement d'acceptation des déchets par des collecteurs.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Pour les trois déchargements contrôlés, existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.5.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Pesée
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération. Les déchets sont pesés à l'arrivée.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Les trois déchargements contrôlés ont fait l'objet d'une pesée. Un bon de pesée a été délivré à chaque déchargement. Le pont-bascule a fait l'objet d'une vérification par la société ADEMI Pesage le 11 janvier 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.6.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contrôle de non-radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b> La traçabilité des entrées-sorties est assurée à chaque passage lors de la pesée du véhicule à laquelle est associé un contrôle de radioactivité par un portique à déclenchement d'alarme.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Les trois déchargements ont fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité à leur arrivée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.6.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contrôle de non-radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Le portique de contrôle de non-radioactivité a été vérifié et étalonné par la société SAPHYMO le 31 août 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.3.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, origine géographique des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'origine géographique des déchets est indiquée selon la typologie suivante : Déchets ménagers et assimilés : département d'Indre-et-Loire et limitrophes D.I.B. : département d'Indre-et-Loire et limitrophes.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Consultation du registre des déchets entrants au titre de l'année 2021. Les déchets réceptionnés proviennent des départements de l'Indre-et-Loire et du Maine-et-Loire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 14.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, quantité autorisée
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est autorisée à traiter les quantités de déchets suivantes : - déchets non dangereux : 23 000 tonnes par an
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Consultation du registre des déchets entrants au titre de l'année 2021. La quantité de déchets réceptionnés (18076 tonnes) est inférieure à la quantité fixée à l'article 14.1. de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 13.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, déchets admissibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets admissibles sur le centre d'incinération sont constitués :  - des déchets non dangereux : * des déchets ménagers bruts * des déchets industriels banals bruts (DIB) * des refus de tri des collectes sélectives (déchets ménagers, DIB, encombrants) et des refus de compostage.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Pour les trois déchargements contrôlés, il a été constaté la présence de déchets ménagers bruts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 16/09/2021, article 1er IV I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contenu de l'attestation
<b>Prescription contrôlée :</b> A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation, une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : la liste de leurs obligations de tri, la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
<b>Constats :</b> Absence d'attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés (refus de tri).
<b>Observations :</b> Par sondage d'un certificat d'acceptation préalable, absence d'attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés (refus de tri).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 16/09/2021, article 1er IV II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contenu de l'attestation
<b>Prescription contrôlée :</b> La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article, L.2224-16 du code général des collectivités territoriales pour chaque collectivité compétente en matière de collecte.
<b>Constats :</b> Absence du document justifiant le respect des obligations de collecte séparée.
<b>Observations :</b> Pour les trois déchargements contrôlés (déchets ménagers bruts), absence du document justifiant du respect des obligations de collecte séparée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre des déchets sortants
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition du déchet</li><li>- la dénomination usuelle du déchet</li><li>- le code du déchet</li><li>- s'il s'agit de déchets POP</li><li>- le cas échéant le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD</li><li>- la quantité de déchets sortants en tonne ou en m<sup>3</sup></li><li>- l'adresse de l'établissement</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets</li><li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de réception</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception si le déchet est géré par un courtier ou un négociant</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006</li><li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle</li></ul>
<b>Constats :</b> Le registre des déchets sortants au titre de l'année 2022 ne comporte pas tous les items listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
<b>Observations :</b> Consultation du registre des déchets sortants au titre de l'année 2022. Le registre ne comporte pas tous les items listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets et le numéro SIRET du producteur initial du déchet et du transporteur du déchet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants.
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet</li><li>- la dénomination usuelle du déchet</li><li>- le code du déchet entrant</li><li>- s'il s'agit de déchets POP</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des BSD</li><li>- la quantité de déchets entrants en tonnes ou m<sup>3</sup></li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets</li><li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD)</li><li>- le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le registre des déchets entrants au titre de l'année 2022 ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
<b>Observations :</b> Consultation du registre des déchets entrants au titre de l'année 2022. Le registre ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets, le numéro SIRET du producteur initial du déchet et du transporteur de déchet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1 – II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
<b>Constats :</b> Absence du dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté l'absence du dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes. L'exploitant a présenté un bon de commande pour la mise en place du dispositif fixe de contrôle par vidéo par la société VK Eletronic.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet